

« PRIORITE A L'EMPLOI », MAIS QUEL EMPLOI ?



Macron et Castex annoncent multiplier les mesures pour «sauver l'économie». Ils vont donc augmenter les salaires, les retraites et les aides sociales, renforcer le droit du travail, donner de meilleures protections aux salariés, créer des emplois, financer les services publics, renforcer la protection sociale. **ABSOLUMENT PAS !**

Les fossoyeurs de l'économie au service du capital et de la finance ont une toute autre idée pour « sauver l'économie » : **TOUJOURS PLUS D'ULTRA-LIBERALISME !**

Pourtant le chômage explose

- +14% de licenciements économiques ces quatre derniers mois, par rapport à la même période en 2019.
- Le nombre de chômeurs sans activité augmente de près de 25% au deuxième trimestre 2020.
- 6,760 millions d'inscrits au 2eme trimestre 2020, toutes catégories (ABCDE.). Triste record. Rappel : Moins d'1 inscrit sur 2 est indemnisé.

Réforme de l'assurance chômage : Par un tour de passe-passe surnois elle sera finalement maintenue

Face à la crise sanitaire, Macron avait promis des "ajustements" à sa réforme unilatérale de l'assurance chômage de 2019. Finalement, le gouvernement prévoit que le premier volet de la réforme, entré en application au 1er novembre 2019, s'appliquera quand même à toutes les personnes ayant perdu leur emploi avant le 1er août 2020 ! Bref alors qu'il avait été annoncé que la réforme devait être revue du fait du contexte économique lié au confinement, le gouvernement appliquera quand même son premier volet à des centaines de milliers de personnes, à commencer par les plus précaires et intérimaires mis à la porte pendant le confinement !

Emploi des jeunes : Castex favorise le patronat et précarise la jeunesse

Exonération des «charges» (qui ne sont pas des charges, ce sont des COTISATIONS, nos COTISATIONS!), 4000 euros pour chaque entreprise embauchant un ou des jeunes de moins de 25 ans, une aide de 5000 à 8000 euros pour l'embauche des apprentis... Et pour les étudiants boursiers, le gouvernement fait l'aumône avec ses repas à un euro, plutôt que d'augmenter le montant des bourses.

C'est par la multiplication des licenciements, l'absence d'embauches, l'augmentation exponentielle du chômage, la dégradation des conditions de travail, la criminalisation des syndicats, la pression sur les salariés, la montée de la précarité que le patronat répond à la crise sanitaire. Il est symptomatique de voir que pour faire face à la vague de licenciements Pole Emploi va devoir recourir massivement à des CDD puisque l'Etat refuse de créer des postes. Nos organismes rajoutent donc de la précarité à la précarité.

Allons-nous laisser faire ?

NON !! Nous exigerons dans la lutte et les mobilisations du 17 septembre le retrait complet et rétroactif de la réforme de l'assurance chômage, l'abandon définitif de celle des retraites. Dès aujourd'hui nous exigeons une véritable politique en faveur de l'emploi et des salaires, par des embauches massives et pérennes, grâce à une meilleure répartition des richesses que nous travailleurs produisons.